



VOLUME 3, NO 11

WWW.UNIFOR.ORG

4 JUIN 2015



uniforum



Un chauffeur non syndiqué de limousine reçoit de l'aide par des chauffeurs de limousine membres d'Unifor.

Identification d'une stratégie pour les emplois de qualité

Devant les piètres perspectives d'emploi qui se maintiennent au Canada, une table ronde unique réunissant des dirigeants de syndicats, d'entreprises, des étudiants et des représentants des communautés affirme que le Canada doit utiliser ses

>> Suite à la page 3

Une décision sans précédent à la suite de fautes graves

Une membre d'Unifor anciennement employée de la compagnie Presteve Foods Limited a remporté la décision la plus élevée en matière de dommages et intérêts de toute l'histoire de l'Ontario lorsqu'un tribunal des droits de la personne a jugé la compagnie

responsable de fautes graves, dont la sollicitation sexuelle, le harcèlement sexuel, la discrimination et un climat de travail sexuellement malsain.

« En vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires, le patron a tous les pouvoirs sur votre argent, votre maison, votre statut, sur tout. Vous dépendez de sa volonté. »

L'avocate d'Unifor, Niki Lundquist, a souligné que la décision révèle les manquements des gouvernements provinciaux et fédéral dans la protection de la

>> Suite à la page 3

Manifestations contre Uber à l'aéroport

Près de 300 chauffeurs de limousine à l'aéroport, membres de la section locale 252 d'Unifor, ont manifesté à deux reprises dans la zone des arrivées à l'aéroport Pearson en mai pour souligner les désagréments causés aux voyageurs et l'iniquité pour les chauffeurs d'une décision de la GTAA de retirer les limousines

>> Suite à la page 3

#unifor 

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor.

@Lucsyndicat

Unifor remet près de 14 000 \$ à l'occasion d'un souper de solidarité pour les grévistes de Delestek uniforquebec. org/actualites/nou...

@Unifor2002

Cette semaine, d'importants événements touchant les agents du service à la clientèle d'Air Canada ow.ly/Nwc7W #unifor2002

SL 4268, First Student


La section locale 4268 a ratifié trois nouvelles conventions avec la compagnie de transport scolaire, First Student, qui transporte des élèves de conseils scolaires dans le sud de l'Ontario.

“Nous avons pu obtenir des améliorations, en dépit du processus d'appel d'offres pour les contrats d'autobus scolaire dans la provinces qui rendent les négociations si difficiles”, a déclaré Len Poirier, représentant d'Unifor.

Les chauffeurs des 65 autobus scolaires qui desservent les écoles dans les secteurs de Port Elgin et de Kincardine ainsi que sur la ligne côtière du lac Huron, et transportent également les travailleurs de Bruce Power, ont ratifié une entente de trois ans comportant des hausses salariales de 2 %, 2 % et 1,5 %.

Pour 110 chauffeurs desservant des écoles dans les secteurs de Owen Sound et de Warton, ainsi que des chauffeurs d'autobus de la ville à Owen Sound, la section locale a négocié une entente qui prévoit des hausses salariales entre 5,5 % et 8,5 % sur trois ans et d'autres améliorations.

À Bowmanville, les 150 chauffeurs de la section locale vont avoir des augmentations salariales de 2 %, 2 % et 1,5 %. Les 47 chauffeurs de la section locale 4266 à Kingston ont aussi ratifié une entente prévoyant des hausses de 2 %, 2 % et 1,5 %.

Les négociations dans le secteur ont été difficiles parce que le processus de demandes de propositions a ajouté des pressions accrues pour maintenir les salaires bas. 

Encadré photo



PHOTO PAR: BILLY O'NEILL

Plusieurs membres d'Unifor participent à la conférence sur le leadership communautaire du Gouverneur général qui s'est rendu au Nunavut.



PHOTO PAR: GORD GRAY

Le directeur du Service de recherche d'Unifor prend la parole à une réunion récente du secteur des pièces d'automobiles à Windsor.

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À
COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG

Les employés de l'OLG à Ajax Downs se joignent à Unifor

Plus de 200 employés de la Société de la loterie et des jeux de l'Ontario (OLG) ont voté à 67 % pour se joindre à Unifor.


Le vote a eu lieu le lundi 1er juin après une campagne menée par une équipe dévouée de travailleuses et travailleurs à l'installation de jeux.

Les nouveaux membres du syndicat sont les plus récents du secteur des jeux à se doter

du pouvoir d'un syndicat pour naviguer dans la situation incertaine actuelle du secteur.

Puisque l'OLG exerce constamment des pressions pour un plan de modernisation, les travailleuses et travailleurs ont choisi de se joindre au syndicat pour avoir une véritable voix collective.


Maintenant qu'ils ont voté en faveur de l'adhésion à

Unifor, les travailleuses et travailleurs de l'OLG à Ajax Down vont commencer à négocier une convention collective en vue d'améliorer leurs règles et conditions de travail. Ils se joignent à plus de 8 000 travailleuses et travailleurs du secteur des jeux représentés par Unifor partout au pays. 

Une annonce 'grossière' au sujet du RPC

Le ministre fédéral des Finances, Joe Oliver, a récemment fait une annonce surprise : au courant de l'été, le gouvernement Harper mènera des consultations au sujet d'un supplément volontaire au Régime de pension du Canada. « Cette annonce est un geste politique opportun et grossier », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Les conservateurs voient que les Canadiens sont en faveur d'une bonification du RPC, alors ils veulent sauter dans le train sans rien faire. Une consultation avant des élections n'a aucun sens. » Le gouvernement Harper propose de permettre aux gens

de faire des contributions supplémentaires au RTC, même si les Canadiens ont déjà 885 milliards de dollars en cotisations non utilisées à leur REER et que 11 millions de Canadiens n'ont pas de régime de retraite au travail. La directrice du Service des pensions et avantages sociaux d'Unifor, Jo-Ann Hannah, a dit que le taux d'épargne non-utilisé montre que les régimes de retraite volontaire ne fonctionnent pas. Jerry Dias a souligné que l'ancien ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, avait rejeté l'idée de cotisations volontaires au RPC. « Cette proposition avait été

rejetée à l'unanimité par nos partenaires de la fédération lorsque nous nous sommes rencontrés et avons discuté de la question parce que l'idée ne fonctionnerait pas et que le RPC serait incapable de l'administrer », avait dit Jim Flaherty à la Chambre des communes en 2010. Jerry Dias a demandé au gouvernement fédéral d'appuyer la proposition du CTC de doubler les prestations du RPC avec des cotisations obligatoires, en faisant valoir que la proposition actuelle est un stratagème du gouvernement pour donner l'impression qu'il prend la question au sérieux. 

UNIFOR COMMUNICATIONS: KATIE ARNUP, SARAH BLACKSTOCK, IAN BOYKO, SHELLEY BURGOYNE, SHANNON DEVINE, STUART LAIDLAW, SARAH LESNIEWSKI MARIE-ANDREE L'HEUREUX, ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de **“Une décision sans précédent...”** on page1 main-d’œuvre étrangère.

« Le Programme des travailleurs étrangers temporaires crée des conditions qui permettent l’exploitation », a-t-elle ajouté.

L’arbitre, Mark Hart, a dit que « les travailleuses et travailleurs migrants comme OPT vivent sous une menace constate que leur employeur désigné décide de mettre fin à la relation d’emploi ».

Unfor demande que le statut d’immigrant permanent soit accordé aux travailleuses et travailleurs migrants, de mettre fin aux permis d’emploi fermés et aux frais de recrutement, de tenir les employeurs et les recruteurs responsables des violations. **U**

>> Suite de **“Identification d’une stratégie pour les emplois”** on page1

riches ressources pour créer des emplois de qualité en produisant des produits et services à valeur ajoutée.

« Les jeunes ont besoin d’emplois de qualité pour qu’ils puissent se construire une vie décente », a affirmé Jerry Dias, président national d’Unifor et ayant présidé la première réunion de la table ronde sur les emplois de qualité à Toronto récemment. « Grâce au groupe unique de dirigeants économiques rassemblés autour de cette table ronde, nous identifions des moyens concrets et pragmatiques que le Canada pourrait suivre pour y arriver. »

Le groupe a passé en revue plusieurs projets partout au Canada où des opportunités d’emplois de qualité ont été

>> Suite de **“Manifestations contre Uber...”** on page1 des principales portes d’arrivée.

L’autorité aéroportuaire du Grand Toronto a mis en œuvre la nouvelle politique le 5 mai.

« Nous sommes ici aujourd’hui pour dire à la GTAA que nous avons payé pour cette porte et nous la revoulons », a souligné Barry Lines, représentant national d’Unifor, à l’extérieur des principales portes de la zone d’arrivée à l’aéroport.

Le chauffeur de limousine, Karamjit Bajwa, a dit que les chauffeurs ont appris le changement lorsqu’un avis de la GTAA a été affiché dans leur cafétéria.

« Aucun chauffeur n’a été consulté », a-t-il ajouté. « Nous avons tenté de parler à la GTAA, mais elle ne veut pas écouter. »

créées grâce à des partenariats de formation, d’investissement et de plusieurs secteurs, et à un engagement à ajouter de la valeur aux ressources naturelles du Canada et à aider les personnes traditionnellement défavorisées.

Comme exemples, il y a une initiative unique de la compagnie Irving Shipyards de recruter des femmes pour des opportunités à venir dans les métiers spécialisés, une série d’investissements du Fonds de solidarité pour soutenir la fabrication de produits du bois à valeur ajoutée au Québec, un partenariat entre FMN Canada et les travailleuses et travailleurs des pêches à Terre-Neuve pour reconstruire de manière durable le secteur de la pêche à la morue, et les nouveaux investissements du CP dans des installations de Winnipeg qui vont impartir à

Les chauffeurs de limousine paient à la GTAA 7 400 dollars par année, plus d’autres frais. Pendant des dizaines d’années, les frais leur ont permis de faire la ligne à l’extérieur des principales portes de la zone d’arrivée. En vertu de la nouvelle politique, cet espace est ouvert seulement pour des itinéraires pré-arrangés, y compris ceux d’Uber.

Les commissaires de la GTAA ont transmis les voyageurs quasiment par « navette » aux chauffeurs d’Uber, qualifiés de « ramasseurs » par les chauffeurs de limousine. Alors que les chauffeurs de limousine doivent continuer de payer des frais à la GTAA, mais sans accès à l’espace principal, les chauffeurs d’Uber ne paient aucun frais et dominent maintenant l’espace.

« La seule chose que nous voulons, c’est l’équité », a

l’interne le travail d’entretien ferroviaire.

Le groupe a convenu que, bien que ces projets aident à la situation, ils ne font que ce qu’ils sont en mesure de faire seuls.

« Chacun, nous faisons ce que nous pouvons pour créer et soutenir des emplois de qualité, mais avec quelques changements en matière de politique, nous pourrions en faire beaucoup plus », a déclaré Jerry Dias.

Le groupe a identifié deux domaines de départ sur le plan des politiques : que le fédéral renouvelle son rôle de manière plus efficace dans la formation et la diffusion d’information sur le marché du travail, et que des stratégies soient mises en œuvre pour développer des produits à valeur ajoutée des ressources du Canada.

La table ronde sur les



Des membres d’Unifor manifestent contre Uber à l’aéroport de Pearson.

souligné Barry Lines. « Nous payons des frais afin de tenir à distance les ramasseurs. »

Barry Lines dit que la décision crée des désagréments aux voyageurs qui arrivent pour constater qu’il n’y a souvent pas de voiture, coûtant aux chauffeurs deux à trois voyages par jour, des centaines de dollars en revenu perdu chaque semaine. **U**


emplois de qualité a été mise sur pied au Sommet sur les emplois de qualité en octobre dernier. Les membres sont : Jerry Dias; le co-pdg Jim Irving de J.D. Irving Ltd.; le président du SCFP Paul Moist; le vice-président aux ressources humaines de CP Peter Edwards; le président du FMN Canada, David Miller; la présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, Jessica McCormick; le vice-président des investissements communautaires de VanCity, Andy Broderick; la principale organisatrice de la grande région de Vancouver, Deborah Littman; le vice-président aux affaires publiques et corporatives du Fonds de Solidarité (FTQ), Mario Tremblay; le chef de la Première Nation Serpent River, Isadore Day, et la directrice exécutive de KAIROS, Jennifer Henry. **U**

Une publicité des conservateurs à la télévision met en évidence les échecs du gouvernement

En utilisant des séquences de la ligne de production de Camaro à Oshawa, une annonce des conservateurs à la télévision montre à quel point le gouvernement Harper est déconnecté des défis auquel le pays est confronté, selon Unifor qui représente les travailleuses et travailleurs qui construisent les véhicules Camaro. « Ne rien faire alors que les emplois de qualité quittent le pays n'est pas une preuve de leadership », a déclaré

Jerry Dias, président national d'Unifor, lorsque la publicité a été diffusée sur YouTube. « Cette publicité montre à quel point ce gouvernement est déconnecté. » La publicité intitulée Proven Leadership et diffusée sur YouTube aujourd'hui présente quelques images dont certaines de la ligne de production pour la Camaro chez General Motors à Oshawa. GM a annoncé récemment que la production de la Camaro allait


être transférée à Lansing, au Michigan, en novembre. Jerry Dias a souligné que d'inclure la Camaro dans la publicité représente bien le réel bilan économique des conservateurs puisqu'elle illustre à quel point ils ont laissé partir des emplois. « Ce gouvernement a laissé passer des pertes incroyables d'emplois dans le secteur manufacturier et a complètement échoué à créer une stratégie intelligente pour

rebâtir et maintenir le secteur », a affirmé Jerry Dias. Jerry Dias a souligné que le gouvernement Harper a vendu ses parts dans General Motors, laissant tomber ainsi toute influence qu'une participation dans les actifs aurait pu donner au gouvernement fédéral à un moment aussi déterminant. Il a aussi critiqué une décision récente d'Exportation et Développement Canada de prêter 526 millions de dollars à Volkswagen pour établir des ateliers au Mexique. 

La société Hydro One doit rester publique

Des milliers de personnes se sont rassemblées à Queen's Park le 28 mai pour demander au gouvernement provincial d'abandonner son projet de privatisation d'Hydro One. Le rassemblement, organisé par le SCFP d'Ontario, a réuni un groupe diversifié et déterminé, dont des militantes et militants d'Unifor. La campagne, « Keep Hydro Public », a reçu un appui

considérable non seulement de la part de membres de syndicats, mais aussi d'environnementalistes, d'économistes et d'experts juridiques. Les gens estiment que le projet de privatisation de la société Hydro One entraînera des coûts plus élevés et une perte de contrôle local et d'imputabilité. « Hydro One est un actif public de valeur dont la propriété doit

rester publique non seulement pour protéger nos besoins et intérêts à court terme, mais aussi pour protéger nos besoins et intérêts à long terme », a affirmé Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario. « La première ministre Wynne n'a pas le mandat de privatiser Hydro One », a souligné Katha Fortier. « Il est impératif que le gouvernement libéral retire son projet de privatisation. » 



Unifor dépose des preuves contre le projet de Kinder Morgan

Unifor a déposé des éléments de preuve auprès de l'Office national de l'énergie (ONÉ) qui démontrent que le projet de pipeline de Kinder Morgan pose de sérieux risques à l'économie et à la sécurité alimentaire de la Colombie-Britannique. Le syndicat est particulièrement critique à l'égard de la menace que pose le projet à la pêche commerciale et aux pertes d'emploi dans l'industrie du raffinage. « L'expansion du projet de

Kinder Morgan pose d'énormes risques et n'offre aucun gain aux Britanno-Colombiens », a déclaré Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor. « Nous demandons à l'ONÉ de faire son travail et de rejeter les projets de développement de pipelines qui ne sont pas dans l'intérêt du public. » L'objectivité du processus d'examen de l'ONÉ a été remise en question par plusieurs critiques. L'économiste Robyn Allan s'est retirée du processus

d'examen public, en le qualifiant de « truqué ». Unifor a démontré que l'expansion du pipeline existant va porter atteinte à l'approvisionnement de produit à la raffinerie de Chevron à Burnaby, menaçant même de provoquer sa fermeture. Le mémoire d'Unifor prévient aussi que le trajet proposé du pipeline près de la rivière Fraser pose un risque inacceptable d'un déversement qui pourrait être catastrophique à

la pêche commerciale. « Avec la bénédiction de l'ONÉ, Kinder Morgan n'a fait aucun effort pour expliquer l'impact du pipeline sur l'industrie du raffinage au Canada, dont tous les éléments de preuve laissent entrevoir un désastre pour les emplois en Colombie-Britannique », a affirmé Joie Warnock. « Aucun organisme réglementaire agissant dans le meilleur intérêt du Canada ne pourrait approuver le projet d'expansion de Kinder Morgan. » 